

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 97 — 3089

[97/02139]

3 DECEMBRE 1997. — Loi modifiant la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.**Art. 2.** A l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 3° est complété par les mots « , y compris les régies provinciales et les régies provinciales autonomes »;

2° le 4° est complété par les mots « , y compris les régies communales et les régies communales autonomes ».

Art. 3. A l'article 4, paragraphe premier, alinéa 2 de la même loi, les mots « En ce qui concerne les provinces et les communes » sont remplacés par les mots « En ce qui concerne les services publics visés à l'article 2, alinéa 1er, 3° et 4° ».**Art. 4.** A l'article 6 de la même loi, *in fine*, les mots « à l'exception des provinces et des communes » sont remplacés par les mots « à l'exception des services publics visés à l'alinéa 1er, 3° et 4° dudit article ».**Art. 5.** Dans l'article 9, § 2, de la même loi, il est inséré un 2° *bis*, libellé comme suit :« 2° *bis* les bénéficiaires de l'aide sociale inscrits au registre de la population et qui ne bénéficient pas du minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité; ».**Art. 6.** Le chapitre II du titre III de la même loi et comprenant l'article 10, est remplacé par les articles 10 à 10*quater* libellés comme suit :

« Chapitre II. — Provinces et communes

Art. 10. Le présent chapitre est applicable aux provinces et communes en ce compris les régies provinciales, les régies provinciales autonomes, les régies communales et les régies communales autonomes.**Art. 10^{bis}.** § 1er. Les membres du personnel occupés à temps plein et qui ont épuisé les possibilités de réduire leurs prestations de travail prévues par l'article 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales ou qui ne peuvent pas prétendre aux possibilités prévues par l'article 102 précité, ont le droit d'effectuer quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont fournies sur quatre jours ouvrables par semaine.

§ 2. L'autorité compétente peut également octroyer le droit visé au paragraphe 1er à d'autres membres du personnel que ceux visés audit paragraphe.

§ 3. L'autorité compétente fixe les modalités relatives à l'exercice du droit visé au paragraphe 1er ainsi que les catégories de personnes qui sont exclues du bénéfice de ce droit et les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du même droit.

(1) *Session 1997-1998.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1039/1. — Amendements, n°s 1039/2 à 1039/4. — Rapport, n° 1039/5. — Texte adopté par la commission, n° 1039/6. — Amendements, n° 1039/7. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1039/8. — Texte adopté et transmis au Sénat, n° 1039/9.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 770/1. — Projet non évoqué, nr. 770/2.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 97 — 3089

[97/02139]

3 DECEMBER 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.**Art. 2.** In artikel 2, eerste lid, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3° wordt aangevuld met de woorden « , met inbegrip van de provinciebedrijven en de autonome provinciebedrijven »;

2° het 4° wordt aangevuld met de woorden « , met inbegrip van de gemeentebedrijven en de autonome gemeentebedrijven ».

Art. 3. In artikel 4, paragraaf 1, tweede lid van dezelfde wet, worden de woorden « Wat de provincies en gemeenten betreft » vervangen door de woorden « Wat de in artikel 2, eerste lid, 3° en 4° bedoelde overheidsdiensten betreft ».**Art. 4.** In artikel 6 van dezelfde wet, *in fine*, worden de woorden « met uitzondering van de provincies en de gemeenten » vervangen door de woorden « met uitzondering van de in het eerste lid, 3° en 4°, bedoelde overheidsbedrijven ».**Art. 5.** In artikel 9, § 2, van dezelfde wet, wordt een 2° *bis* ingevoegd, luidend als volgt :« 2° *bis* de in het bevolkingsregister ingeschreven personen die recht hebben op sociale bijstand en die geen recht hebben op het bestaansminimum ingevolge hun nationaliteit; ».**Art. 6.** Hoofdstuk II van titel III van dezelfde wet, dat het artikel 10 bevat, wordt vervangen door de artikelen 10 tot 10*quater* luidend als volgt :

« Hoofdstuk II. — Provincies en gemeenten

Art. 10. Dit hoofdstuk is van toepassing op de provincies en de gemeenten met inbegrip van de provinciebedrijven, de autonome provinciebedrijven, de gemeentebedrijven en de autonome gemeentebedrijven.**Art. 10^{bis}.** § 1. De personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en die in artikel 102 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen voorziene mogelijkheden om hun arbeidsprestaties te verminderen hebben uitgeput of die geen aanspraak kunnen maken op de mogelijkheden voorzien bij voormeld artikel 102, hebben het recht om vier vijfden te verrichten van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. De prestaties worden verricht over vier werkdagen per week.

§ 2. De bevoegde overheid kan het in § 1 bedoelde recht eveneens toekennen aan andere dan in § 1 bedoelde personeelsleden.

§ 3. De bevoegde overheid bepaalt de nadere regelen voor het uitoefenen van het in § 1 bedoelde recht alsook de categorieën van personeelsleden die van dit recht uitgesloten zijn en de functies waarvan de titularissen van dit recht uitgesloten zijn.

(1) *Zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1039/1. — Amendementen, nrs. 1039/2 tot 1039/4. — Verslag, nr. 1039/5. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1039/6. — Amendementen, nr. 1039/7. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1039/8. — Tekst aangenomen en overgezonden aan de Senaat, nr. 1039/9.

Senaat

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 770/1. — Ontwerp niet geëvoceerd, nr. 770/2.

Art. 10ter. § 1er. Les membres du personnel qui font usage du droit visé à l'article 10bis reçoivent à charge du service public qui les occupe le traitement dû pour les prestations réduites. Ce traitement est majoré d'un complément de traitement qui fait intégralement partie du traitement et qui se situe entre 2 000 et 3 250 francs par mois. Ce montant est relié à l'indice-pivot 117,19.

§ 2. La loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat de certaines dépenses du secteur public est applicable au complément de traitement.

Art. 10quater. § 1er. Le temps de travail libéré lorsque deux membres du personnel au moins au sein d'un même service public font usage du droit visé à l'article 10bis est obligatoirement rencontré par la mise au travail de chômeurs, tels que définis à l'article 9.

§ 2. Il est accordé une dispense du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, ainsi que des cotisations visées à l'article 3, 3°, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales et de la cotisation visée à l'article 56, 5°, des lois relatives à la réparation des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, pour les contractuels qui sont engagés en application du § 1er. »

Art. 7. A l'article 14 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « ou à l'article 10, § 1er » sont remplacés par les mots « ou aux chapitres II et III du titre III »;

2° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1er et 2 :

« Par « demande collective », il y a lieu d'entendre, pour ce qui est des centres publics d'aide sociale et des établissements publics et des associations de droit public qui dépendent d'une province ou d'une commune, la demande émanant de l'autorité organiquement compétente pour exercer la tutelle sur les autorités administratives précitées.

L'article 4, § 1er, alinéa 2, est applicable aux autorités visées à l'article 13 et dont les membres du personnel sont soumis à un régime analogue au statut juridique qui est applicable aux membres du personnel d'une province ou d'une commune, pour laquelle le titre II a été déclaré applicable.

L'alinéa 3 est également applicable à tous les membres du personnel statutaires occupés par un centre public d'aide sociale ou par des établissements publics et des associations de droit public qui dépendent des provinces ou des communes. »;

3° le dernier alinéa est abrogé.

Art. 8. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 14bis. Les autorités visées à l'article 13 et dont les membres du personnel sont soumis à un statut juridique analogue à celui qui est applicable aux membres du personnel d'un des services publics mentionnés à l'article 2, sont censées pour l'application de l'article 5, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, tomber sous le plan d'entreprise de redistribution du travail dans le secteur public, tel que visé à l'article 1er. »

Art. 9. Dans l'article 18 de la même loi, les mots « ou 10, § 1er, 1° » sont remplacés par les mots « ou 10bis ».

Art. 10. Dans l'article 20 de la même loi, les mots « ou 10, § 1er, 1° » sont remplacés par les mots « ou 10bis » et les mots « ou 10, § 1er, 2° » par les mots « ou 10ter ».

Art. 11. Dans l'article 21 de la même loi, les mots « ou de l'article 10, § 1er, 1° » sont remplacés par les mots « ou de l'article 10bis ».

Art. 12. L'article 27, §§ 2 et 3, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Les articles 9, § 3, 10quater, § 2, et 12, § 1er, pour autant qu'ils concernent la dispense du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale, sont applicables jusqu'au 31 décembre 1999. Les provinces, les communes et les autres autorités administratives, auxquelles les chapitres II et III du titre III ont été déclarés applicables en vertu de l'article 14, peuvent déterminer qu'il est mis fin d'office aux périodes de semaine volontaire de quatre jours en cours à partir du 1er janvier 2000.

Art. 10ter. § 1. De personeelsleden die gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 10bis ontvangen vanwege de overheidsdienst die hen tewerkstelt de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties. Die wedde wordt vermeerderd met een weddecomplement dat integraal deel uitmaakt van de wedde en dat ligt tussen 2 000 en 3 250 frank per maand. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 117,19.

§ 2. Op het weddecomplement is de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van eenstelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, van toepassing.

Art. 10quater. § 1. De arbeidstijd die vrijkomt wanneer in dezelfde overheidsdienst ten minste twee personeelsleden gebruik maken van het recht bedoeld in artikel 10bis wordt verplicht opgevuld door de tewerkstelling van werklozen, zoals bepaald in artikel 9.

§ 2. Er wordt een vrijstelling verleend van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bepaald bij artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, alsook van de bijdragen bepaald bij artikel 3, 3° van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen en van de bijdrage bepaald bij artikel 56, 5° van de wetten betreffende de schadeloosstelling van beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, voor de contractuelen die aangeworven worden met toepassing van § 1. »

Art. 7. In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « of in artikel 10, § 1 » vervangen door de woorden « of in de hoofdstukken II en III van titel III »;

2° de volgende leden worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Onder « collectief verzoek » dient, wat betreft de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de openbare inrichtingen en publiekrechtelijke verenigingen die afhangen van een provincie of een gemeente, te worden verstaan, het verzoek uitgaande van de overheid die organiek bevoegd is om het toezicht over de vermelde administratieve overheden uit te oefenen.

Op de in artikel 13 bedoelde overheden op wiens personeelsleden een regeling van toepassing is gelijk aan de rechtspositieregeling die geldt voor de personeelsleden van een provincie of een gemeente, waarop titel II van toepassing verklaard wordt, is artikel 4, § 1, tweede lid, van toepassing.

Het derde lid is eveneens van toepassing op alle statutaire personeelsleden tewerkgesteld door openbare centra voor maatschappelijk welzijn of door openbare inrichtingen en publiekrechtelijke verenigingen die afhangen van de provincies of de gemeenten. »;

3° het laatste lid wordt opgeheven.

Art. 8. Een artikel 14bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 14bis. De in artikel 13 bedoelde overheden op wiens personeelsleden een rechtspositieregeling van toepassing is gelijk aan de rechtspositieregeling die geldt voor de personeelsleden van één van de in artikel 2 vermelde overheidsdiensten, worden voor de toepassing van artikel 5, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, geacht onder het bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid in de openbare sector te vallen, zoals bedoeld in artikel 1. »

Art. 9. In artikel 18 van dezelfde wet worden de woorden « of 10, § 1, 1° » vervangen door de woorden « of 10bis ».

Art. 10. In artikel 20 van dezelfde wet worden de woorden « of 10, § 1, 1° » vervangen door de woorden « of 10bis » en de woorden « of 10, § 1, 2° » door de woorden « of 10ter ».

Art. 11. In artikel 21 van dezelfde wet worden de woorden « of artikel 10, § 1, 1° » vervangen door de woorden « of artikel 10bis ».

Art. 12. Artikel 27, §§ 2 en 3, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De artikelen 9, § 3, 10quater, § 2, en 12, § 1, voor zover deze de vrijstelling van de betaling van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid betreffen, zijn van toepassing tot en met 31 december 1999. De provincies, de gemeenten en de andere administratieve overheden, waarop met toepassing van artikel 14 de hoofdstukken II en III van titel III van toepassing verklaard zijn, kunnen bepalen dat aan de lopende periodes van vrijwillige vierdagenweek amtsshalve een einde gesteld wordt met ingang van 1 januari 2000.

A partir du 1er janvier 2000, il ne peut plus être fait usage du droit au départ anticipé à mi-temps ni du droit à la semaine volontaire de quatre jours ni des mesures visées à l'article 12, § 2.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les régimes de départ anticipé à mi-temps et de semaine volontaire de quatre jours en cours au 31 décembre 1999 demeurent régis par la présente loi.

§ 3. Les dates visées au § 2 peuvent être remplacées ou supprimées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. »

Art. 13. Les provinces, les communes et les autres autorités administratives qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ont introduit la semaine volontaire de quatre jours, sont censées l'avoir introduite en application de l'article 10bis, §§ 1er et 2 de la loi du 10 avril 1995, telle que modifiée par la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Er kan vanaf 1 januari 2000 geen gebruik meer worden gemaakt van het recht op een halftijdse vervroegde uittreding noch van het recht op de vrijwillige vierdagenweek noch van de maatregelen bepaald in artikel 12, § 2.

Onverminderd de toepassing van het eerste lid, blijven de op 31 december 1999 lopende stelsels van halftijdse vervroegde uittreding en van vrijwillige vierdagenweek geregeld door de bepalingen van deze wet.

§ 3. De in § 2 bedoelde data kunnen worden vervangen of geschrapt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. ».

Art. 13. De provincies, de gemeenten en de andere administratieve overheden die, op de datum van inwerkingtreding van deze wet, de vrijwillige vierdagenweek hebben ingevoerd, worden geacht ze ingevoerd te hebben met toepassing van artikel 10bis, §§ 1 en 2 van de wet van 10 april 1995, zoals gewijzigd bij deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 3090 (97 — 2596)

[97/02133]

18 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement des grades particuliers de la Régie des Bâtiments. — Errata

Au *Moniteur belge* du 6 novembre 1997, p. 29619 :

lire dans le texte néerlandais de la description de l'échelle de traitement du grade de "Deskundige (R 28)", troisième règle : "1² × 10 689" au lieu de "2 × 10 689"

page 29620 :

lire dans le texte français de l'article 4, § 4, 2e règle "... dans la limite des emplois vacants,..." au lieu de "...dans les limites des emplois vacants,..."

lire dans le texte néerlandais de l'article 5, 6e règle : "...van de minimumwedde..." au lieu de "...van de minimumwedde"

lire dans le texte français de l'article 6, 4e règle : "...la moitié des..." au lieu de "...la moitié des..."

page 29621 :

lire dans le texte néerlandais de l'article 7, § 2, 5e grade : "Hoofdtechnisch helper (R 28)" au lieu de "Hoofd technisch helper (R 28)"

page 29622 :

lire dans le texte néerlandais de l'article 14, dernière règle : "...behoerende tot niveau 2+." au lieu de "...gehorende tot niveau 2+."

page 29627 :

lire dans le texte néerlandais du tableau I de conversion, dans la colonne "Geschrapte graden", 3e grade : "Hoofdtekenaar (rang 24)" au lieu de "Hoofdtekenaar"

page 29629 :

lire dans le texte néerlandais du tableau II de conversion, rubrique II "Technisch personeel", dans la 2e colonne, dernière règle de la description de l'échelle de traitement du grade de "Technisch assistent (rang 26)" : "KL. 23j — N2+ — G.R.A." au lieu de "KL. 23j — N2+ — G.A."

page 29630 :

lire dans le texte néerlandais du tableau II de conversion, 2e colonne, dernière règle : "Kl. 23J. — N2+ — G.R.A." au lieu de "Kl. 23j — N2+ — G.A."

N. 97 — 3090 (97 — 2596)

[97/02133]

18 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij de Regie der Gebouwen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 6 november 1997, blz. 29619 :

In de Nederlandse tekst van de beschrijving van de weddeschaal verbonden aan de graad van Deskundige (R 28), derde regel, lees : "1² × 10 689" in plaats van "2 × 10 689"

bladzijde 29620 :

In de Franse tekst van artikel 4, § 4, 2e regel, lees "... dans la limite des emplois vacants,..." in plaats van "...dans les limites des emplois vacants,..."

In de Nederlandse tekst van artikel 5, 6e regel lees : "...van de minimumwedde..." in plaats van "...van de minimumwedde"

In de Franse tekst van artikel 6, 4e regel, lees : "...la moitié des..." in plaats van "...la moitié des..."

bladzijde 29621 :

In de Nederlandse tekst van artikel 7, § 2, 5e graad, lees : "Hoofdtechnisch helper (R 28)" in plaats van "Hoofd technisch helper (R 28)"

bladzijde 29622 :

In de Nederlandse tekst van artikel 14, laatste regel, lees : "...behoerende tot niveau 2+." in plaats van "...gehorende tot niveau 2+."

bladzijde 29627 :

In de Nederlandse tekst van de conversietabel I, in de kolom "Geschrapte graden", 3e graad, lees : "Hoofdtekenaar (rang 24)" in plaats van "Hoofdtekenaar"

bladzijde 29629 :

In de Nederlandse tekst van de conversietabel II, rubriek II "Technisch personeel", lees in de 2e kolom, de laatste regel van de beschrijving van de weddeschaal verbonden aan de graad van "Technisch assistent (rang 26)" : "KL. 23j — N2+ — G.R.A." in plaats van "KL. 23j — N2+ — G.A."

bladzijde 29630 :

In de Nederlandse tekst van de conversietabel II, 2e kolom, laatste regel, lees : "Kl. 23J. — N2+ — G.R.A." in plaats van "Kl. 23j — N2+ — G.A."